



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
Départementale
des Territoires (DDT)

Chambéry, le

06 NOV. 2024

Affaire suivie par : Jean-Philippe HATIER
Fonction : Chargé de mission territorial
Tél : 04.79.71.73.46
Mél : jean-philippe.hatier@savoie.gouv.fr

Commune de Saint Georges d'Hurtières
Urbanisation en discontinuité
Procédure au titre de l'article L.122-7 du Code de l'Urbanisme

RAPPORT

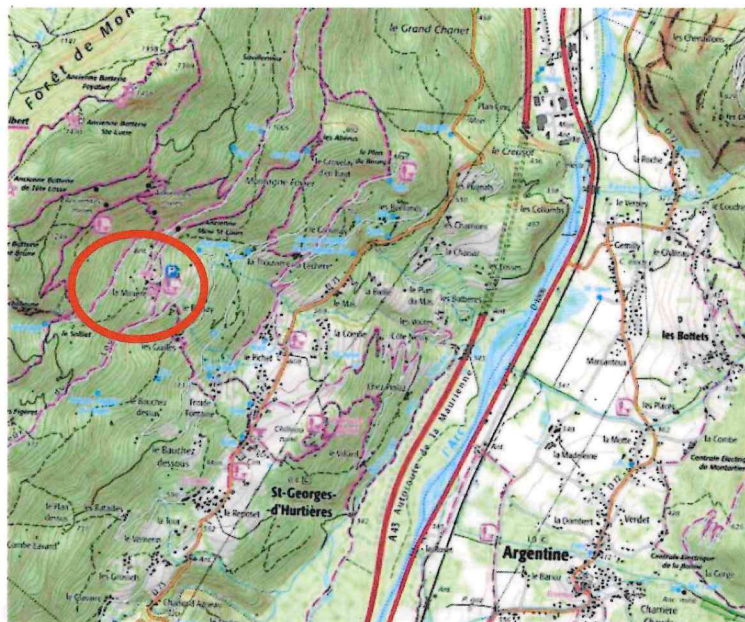
à la commission départementale
compétente en matière de nature, de paysages et de sites

En application des dispositions de l'article L.122-5 du code de l'urbanisme, en zone de montagne, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants. L'article L.122-7 du code de l'urbanisme rend néanmoins possible des exceptions « lorsque le PLU comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières, et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel, ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ».

L'étude est soumise à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages, et de sites. Le PLU délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.

Le projet

Le projet objet de l'étude de discontinuité présenté pour avis à la commission consiste en l'implantation de cinq hébergements légers touristiques en lisière de forêt en amont du hameau de la Minière.



3 - Protection contre les risques naturels

Au titre des risques naturels, l'État ne dispose pas de connaissance sur ces terrains susceptible de remettre en cause ce projet ni d'écarter la présence de risques naturels. Toutefois, le dossier écarte la présence de risques naturels au vu de la configuration du terrain :

« Il est éloigné de tout cours d'eau donc non exposé aux risques de crue.

Il n'est pas concerné par les chutes de blocs et les avalanches.


Il n'est probablement pas exposé aux risques de glissement de terrain car aucun signe n'est visible sur ou à proximité du site. »

AVIS DU RAPPORTEUR

Le rapporteur émet un avis favorable.

Toutefois en l'absence d'éléments relatifs à la protection contre les risques naturels prévus à l'article L.122-7 du code de l'urbanisme, il est proposé d'inviter la collectivité à s'assurer de la bonne prise en compte des risques naturels, avant la mise en œuvre du projet.

Le chef du service planification
et aménagement des territoires

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a vertical line crossing it near the right end, and a small loop at the bottom left.

Stéphane VIALLET



Compatibilité avec les objectifs de protection des terres agricoles, de préservation de l'environnement et des paysages et de protection contre les risques naturels

1 - Protection des terres agricoles

Le STECAL prévu vient s'insérer dans la zone N du PLU, dans la partie forestière. Le zonage et règlement des parcelles agricoles de pâturage, situées en contrebas du projet n'est pas modifié et ne permettent aucun aménagement. Le site est actuellement occupé par la forêt. Il se trouve en lisière d'un espace agricole récemment reconquis dans le cadre d'une politique communale de défrichement et de remise en pâture. Le GAEC du Villaret (Coise) exploite le pâturage.

Le projet apparaît donc compatible avec l'activité agricole présente à l'aval du site projet.

2 - Préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel

L'implantation en lisière de forêt permet de limiter l'impact visuel sur les constructions.

Le dossier indique qu'à ce jour le choix architectural du projet n'est pas arrêté. Deux choix seront possibles, soit la forme « chalet », soit la forme « dôme géodésique » (p.11-12 du dossier).

Le dossier précise qu'aucun mouvement de sol n'est prévu, les constructions seront réalisées sur pilier en bois.

A noter également que les hébergements ne seront pas reliés aux réseaux, limitant d'autant les travaux de terrassement d'enfouissement des réseaux. L'accès sera pédestre via le chemin forestier existant, les clients laissant leur véhicule au niveau du parking existant du musée de la mine.